



Mobiliser l'Aide pour le commerce: *Gros plan sur l'Afrique*

Rapport et recommandations

Établis par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA ONU),
la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Novembre 2007



Groupe de la Banque
Africaine de Développement



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



Commission économique pour
l'Afrique des Nations Unies

Mobiliser l'Aide pour le commerce:

Gros plan sur l'Afrique

Rapport et recommandations

Établis par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA ONU), la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

INTRODUCTION

L'examen régional de l'Aide pour le commerce pour l'Afrique – conjointement organisé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA ONU), la Banque africaine de développement (BAfD) et le gouvernement tanzanien – s'est tenu à Dar es Salaam (Tanzanie) les 1er et 2 octobre 2007. La conférence était la première de ce type en Afrique. Elle rassemblait des ministres du commerce et des finances et des représentants des principaux donateurs, des institutions internationales et du secteur privé pour discuter de la façon de mobiliser les ressources nécessaires pour développer la capacité commerciale de l'Afrique et lui permettre de se connecter à l'économie mondiale.

L'ouverture et l'intégration croissantes de l'économie mondiale sont en train de modifier profondément la dynamique du développement, créant pour les pays d'Afrique de nouvelles possibilités de mettre le commerce au service de la croissance et de la réduction de la pauvreté mais exerçant dans le même temps sur ces pays de nouvelles pressions les incitant à devenir plus compétitifs et à “se connecter” plus efficacement aux marchés mondiaux. La conférence a surtout porté sur ces possibilités et défis. L'objectif était de mieux faire comprendre l'importance du commerce pour le développement, d'identifier des priorités en matière de capacité et d'infrastructure, de souligner la nécessité d'un financement accru et effectif et de s'accorder sur la manière d'aller de l'avant. En engageant un dialogue de haut niveau sur ces questions – entre la communauté du commerce et celle du développement, entre pays partenaires et donateurs et entre secteurs public et privé – la réunion s'est efforcée de mettre en lumière les priorités commerciales de l'Afrique et ce qui peut être fait pour y répondre.

La réunion de Dar es Salaam était la plus importante d'une série de trois examens régionaux de haut niveau organisés dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce – faisant suite à la conférence de Lima des 12 et 13 septembre, pour l'Amérique latine et les Caraïbes et précédant la conférence de Manille des 20 et 21 octobre, pour l'Asie et le Pacifique. Plus de 450 participants ont pris part aux discussions, y compris 34 ministres des finances et du commerce et des représentants des principaux donateurs, des institutions internationales et du secteur privé. Au cours de la journée et demie qu'a duré la réunion, les participants ont examiné la pertinence de l'Aide pour le commerce pour l'Afrique, l'importance des questions régionales ou transfrontières, le rôle des banques régionales de développement, la nécessité de renforcer les partenariats entre secteur public et secteur privé et une feuille de route concernant l'action future. Des réunions annexes ont été consacrées au rôle central du secteur privé, à l'importance du suivi et de l'évaluation et aux problèmes que posait le respect des normes internationales.

Le rapport ci après rend brièvement compte de ces discussions. Il recense les thèmes principaux qui se sont dégagés des discussions, propose des objectifs généraux pour l'action future et formule des recommandations sur la manière dont ces objectifs peuvent être atteints. Il fournit un plan d'action pour faire avancer l'initiative à moyen terme, tout en jetant les bases d'une stratégie à plus long terme. En tant que tel, il représente une contribution importante à l'examen global de l'Aide pour le commerce qui se tiendra dans le cadre de l'OMC à Genève les 20 et 21 novembre 2007.

I. DISCUSSIONS EN SÉANCE PLÉNIÈRE

L'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale a été considérée comme un objectif central pour le continent. Même si le développement du commerce et de l'investissement et la croissance économique ne sont pas la seule manière de relever le défi que représente le développement de l'Afrique, ils constituent un élément de réponse incontournable si les pays veulent dégager les ressources dont ils ont besoin pour élever les niveaux de vie, faire reculer la pauvreté et répondre aux priorités sociales. Les bons résultats économiques récemment obtenus par les principaux pays d'Afrique – dont nombre enregistrent une croissance de plus de 6 pour cent depuis dix ans – ont montré l'importance de mettre les politiques en matière de commerce et d'investissement tournées vers l'extérieur au centre des stratégies nationales de développement. La taille réduite des marchés nationaux et même sous régionaux rend les pays d'Afrique particulièrement tributaires du commerce international pour leur croissance économique. L'ouverture et l'interdépendance croissantes de l'économie mondiale – et l'intensification de la concurrence mondiale – ont exercé sur ces pays des pressions supplémentaires les incitant à devenir plus compétitifs et à accroître les économies d'échelle par l'intégration régionale. L'issue favorable du Cycle de Doha – dont l'élément central est le développement – a été considérée comme essentielle pour créer de nouveaux débouchés commerciaux en Afrique et à l'étranger.

Mais si l'ouverture du commerce est indispensable au développement de l'Afrique, elle n'est pas suffisante. La mondialisation des réseaux de production, l'expansion des chaînes d'approvisionnement, les modèles de livraison en flux tendu et les normes internationales plus rigoureuses font qu'il est plus important que jamais de renforcer la capacité du côté de l'offre, de réduire les "coûts" du commerce et d'améliorer la connectivité aux marchés ainsi que de libéraliser les échanges. L'observation a été faite que si les entreprises africaines peuvent être compétitives à l'échelon international, les systèmes économiques africains ne le sont souvent pas, de sorte qu'il est plus difficile d'exporter de manière fiable, efficace et compétitive sur les marchés mondiaux. Aux conditions géographiques défavorables s'ajoutent souvent une infrastructure fragmentaire, des institutions inefficaces, une réglementation excessivement lourde, des chaînes d'approvisionnement peu fiables et un secteur de services lacunaire. Des études ont montré que ces "obstacles internes" entravaient davantage la croissance des exportations en Afrique que certains "obstacles externes" tels que les droits de douane.

Il apparaissait clairement que les pays d'Afrique devaient avoir accès à l'"infrastructure commerciale" moderne sur laquelle se fonde de plus en plus la mondialisation: corridors de transport et systèmes d'information pour connecter les exportateurs aux marchés mondiaux; infrastructures douanières modernes permettant le passage des produits à travers les frontières d'une manière rapide et efficace; laboratoires d'essais pour veiller à ce que les exportations satisfont aux normes internationales; "filets de sécurité" financiers pour apaiser les craintes que suscite l'ajustement économique; et connaissances techniques et institutions requises pour gérer un système commercial mondial complexe. Il est tout aussi important de faire en sorte que les différents projets de renforcement des capacités fassent partie d'une stratégie globale intégrée. Les améliorations apportées aux infrastructures, aux communications et aux réglementations doivent être convenablement coordonnées et échelonnées de manière à tirer au mieux parti des synergies et à faire en sorte que les progrès réalisés dans un domaine ne soient pas réduits à néant par les goulets d'étranglement rencontrés dans un autre. Les approches régionales sont particulièrement importantes dans le contexte africain étant donné les obstacles géographiques et structurels que les exportateurs doivent surmonter – c'est-à-dire que l'impact des améliorations des infrastructures de transport au Rwanda dépend des améliorations apportées dans l'ensemble de l'Afrique de l'Est. La difficulté consiste à faire le lien entre les initiatives de libéralisation des échanges lancées aux niveaux multilatéral, régional et bilatéral et les stratégies globales de renforcement des capacités commerciales, en utilisant l'Aide pour le commerce comme un catalyseur.

Il était également manifeste qu'un leadership politique – et un engagement de longue durée à l'égard d'une croissance axée sur l'exportation – était essentiel pour que cela se produise. Mettre la mondialisation au service du développement dépend en dernière analyse des pays d'Afrique eux mêmes. Le commerce

doit être au centre de la planification économique et des stratégies de développement – ce qui à son tour passe par la définition d'objectifs nationaux, l'établissement de priorités et l'assurance que ces objectifs et priorités sont intégrés à tous les niveaux du gouvernement (en particulier les Ministères du commerce et des finances) et au niveau de la société dans son ensemble. Du fait de la nature transfrontières des besoins en matière d'infrastructure et de facilitation des échanges, ces stratégies doivent de plus en plus avoir une portée régionale, ce qui exige une coopération étroite entre économies voisines.

En même temps, la communauté internationale pourrait et devrait jouer un rôle de soutien s'agissant d'aider les pays d'Afrique à atteindre leurs objectifs dans le domaine du commerce. Les donateurs doivent donner suite aux engagements qu'ils ont pris à Monterrey, Gleneagles, Hong Kong et ailleurs d'amplifier notablement l'aide au développement et de l'acheminer plus efficacement, comme convenu dans la Déclaration de Paris. Mais même si des progrès sont accomplis sur ce front, l'ampleur des besoins de l'Afrique en matière de capacité commerciale dépasse en soi largement l'assistance disponible. La Banque mondiale estime qu'à eux seuls, les besoins non satisfaits de l'Afrique en matière d'infrastructure s'élèvent à 22 milliards de dollars par an, plus 17 milliards de dollars supplémentaires pour la maintenance et le fonctionnement. Il faut manifestement accroître et renforcer les incitations à développer les partenariats entre secteur public et secteur privé – en ayant en particulier recours à l'aide au développement et aux prêts multilatéraux pour mieux tirer parti des investissements privés (nationaux et étrangers). Même s'il est admis qu'en plus de l'aide extérieure, le commerce, l'investissement et la réforme intérieure seront à l'avenir les principaux moteurs du développement économique de l'Afrique, l'Aide pour le commerce, investie de manière stratégique, pourrait constituer un catalyseur important pour la croissance des exportations et la compétitivité des pays.

2. SÉANCES RÉGIONALES EN PETITS GROUPES

L'importance cruciale de l'intégration régionale et du renforcement des capacités pour la croissance du commerce africain était un thème central de la conférence. Lors des séances en petits groupes, les difficultés propres à chacune des trois sous régions – Afrique orientale et australe, Afrique occidentale et centrale et Afrique du Nord – ont été examinées, avec une attention particulière portée à la dimension régionale et transnationale spécifique du renforcement des capacités dans le domaine du commerce. Les débats se sont appuyés sur des "études de cas" qui ont été présentées par les communautés économiques régionales concernées – Marché commun de l'Afrique australe et orientale (COMESA), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), Union du Maghreb arabe (UMA) – et préparées en étroite concertation avec les parties prenantes intéressées.

Les discussions ont mis en évidence la nature régionale ou transfrontières des contraintes liées à l'offre sur le continent, due en grande partie à la multiplicité d'économies de petite taille, morcelées et sans littoral. Elles ont souligné les avantages présentés par les projets régionaux de renforcement des infrastructures et des capacités, l'importance de se concentrer sur les principaux problèmes structurels et goulets d'étranglement au niveau des politiques, et la nécessité d'améliorer les mécanismes régionaux de planification, de coordination et de financement. Si des progrès ont été réalisés ces dernières années en matière de renforcement des infrastructures – mise en commun de la production d'énergie en Afrique occidentale et australe et unions douanières en Afrique occidentale, orientale et australe, par exemple – ils sont aujourd'hui freinés par la complexité technique des projets destinés à plusieurs pays et les délais dus à l'intervention de plusieurs gouvernements dans la prise des décisions. Face à ces problèmes, les communautés économiques régionales constituent un élément de solution extrêmement important, et il a été demandé que des moyens soient mis en œuvre pour leur renforcement, leur financement et (dans certains cas) leur rationalisation.

Afrique occidentale et centrale

Plusieurs participants ont mis en lumière les difficultés que rencontre une grande partie de l'Afrique occidentale et centrale pour se raccorder aux marchés mondiaux, citant comme principaux obstacles le niveau élevé des coûts commerciaux, la faiblesse des institutions et le morcellement des infrastructures. La discussion a porté en particulier sur la nécessité de compléter les initiatives prises en matière de libéralisation et d'intégration, y compris les plans visant à créer de véritables zones de libre échange ou de véritables unions douanières, par un renforcement des capacités aux échelons national et régional, en s'appuyant sur des programmes déjà en cours de conception par les communautés économiques régionales. Ainsi, la CEDEAO, l'UEMOA, la CEMAC et la CEEAC ont déjà mis sur pied des programmes d'infrastructure détaillés, y compris dans le cadre du nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), à partir desquels des projets d'Aide pour le commerce pourraient être élaborés. Des participants ont aussi souligné qu'il convenait de clarifier la relation existant entre l'appui financier apporté par l'Aide pour le commerce, le Fonds européen de développement (FED) et l'Accord de partenariat économique (APE) qui est envisagé pour que les pays bénéficiaires puissent déterminer le montant et la prévisibilité des fonds disponibles pour le renforcement des capacités dans la région.

Le renforcement des capacités institutionnelles et le développement des infrastructures (notamment des transports et des services publics de distribution) figurent au premier rang des priorités. Il est important aussi de fournir une aide face aux coûts d'ajustement, en particulier face à la baisse des recettes fiscales due à la libéralisation tarifaire, si l'on veut que la libéralisation du commerce régional et international se poursuive. Un autre grand objectif est l'instauration d'un environnement plus propice au commerce en Afrique occidentale et centrale, notamment par l'élaboration de politiques nationales et régionales de la concurrence, des réformes des lois et des règlements, le respect des normes, un financement accru du commerce et une promotion plus active du commerce et de l'investissement. À cet égard, les participants ont souligné qu'il était indispensable qu'un dialogue ouvert et nourri se noue entre les pouvoirs publics et le secteur privé.

Aider les pays et les sous régions à placer le commerce au cœur de leurs stratégies de développement est un objectif fondamental. Si le Cadre intégré renforcé constitue pour la plupart des PMA de la région (mais pas tous) un outil précieux pour identifier et intégrer les priorités en matière de capacités dans le domaine du commerce, un mécanisme comparable est requis d'urgence pour les non PMA, d'autant plus qu'ils sont souvent d'importants acteurs commerciaux dans la région. Les participants ont aussi souligné la nécessité de mettre en place des comités nationaux et régionaux d'Aide pour le commerce pour contribuer à définir les priorités, élaborer les plans de mise en œuvre, améliorer la coopération des donateurs et offrir un cadre consultatif pour les partenariats public privé. Il est particulièrement important d'apporter un appui et un financement adéquats aux communautés économiques régionales qui sont des vecteurs décisifs pour l'exécution des plans d'intégration régionale. L'existence d'institutions solides étant une condition préalable à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies commerciales efficaces, les donateurs devraient accorder une attention prioritaire à l'aide en matière de renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

Afrique orientale et australe

L'intégration régionale est un objectif politique clé en Afrique orientale et australe, qui repose sur une coopération de plus en plus étroite entre les trois principales communautés économiques régionales – COMESA, SADC et EAC. Les communautés économiques régionales ont mis en place des programmes généraux pour faire face aux principales difficultés liées aux capacités dans le domaine du commerce qui se posent dans la région – renforcement des capacités en matière de politique commerciale, facilitation des échanges, infrastructures de connectivité et aide à l'ajustement. Le plus difficile est de mobiliser des ressources suffisantes pour réaliser ces programmes.

Un autre point essentiel est l'importance d'adopter une approche globale du renforcement des capacités dans le domaine du commerce. À cet égard, l'initiative relative au couloir de transport Nord-Sud, qui a été approuvée par le Groupe de travail COMESA-SADC-EAC et qui entre à présent dans la phase de projet pilote, est un formidable modèle. Ce programme regroupe toutes les initiatives en cours dans le couloir Nord-Sud, qui est le plus important d'Afrique en termes de volume de fret, pour s'assurer que les réformes en matière de douane, de gestion des frontières, d'infrastructures et de réglementation du transport vont dans le même sens et s'enchaînent correctement. L'objectif est de tirer profit des synergies et de veiller à ce que les progrès réalisés dans un secteur ne soient pas annulés par des blocages dans un autre.

Il est surtout nécessaire d'intégrer le commerce dans les stratégies nationales – et régionales – et de mieux synchroniser les programmes nationaux et régionaux. Le secteur privé, en particulier, doit être un partenaire clé pour ce qui est de l'établissement des priorités et de la conception des programmes parce qu'en fin de compte ce sont les exportateurs et non les pouvoirs publics qui font les frais des retards liés aux formalités douanières, du manque de fiabilité des chaînes d'approvisionnement et de l'insuffisance des infrastructures. En raison de la dimension relativement réduite des marchés intérieurs, la croissance des exportations aux niveaux régional et mondial est essentielle pour le développement de l'Afrique orientale et australe. En outre, parce que la région compte beaucoup de pays sans littoral, il est aussi indispensable de faire baisser les coûts du commerce transfrontières – par la facilitation des échanges et les infrastructures de transport et par l'intégration régionale. Il s'agit là des domaines prioritaires dans lesquels l'Aide pour le commerce pourrait avoir le meilleur retour sur investissement et être le catalyseur nécessaire pour attirer les capitaux privés.

Afrique du Nord

Le commerce est déjà très important dans les pays d'Afrique du Nord mais il leur faut encore beaucoup progresser en matière d'intégration régionale. Les échanges entre les pays de l'UMA représentent à peine 4 pour cent du commerce total de la région alors qu'avec l'UE cette part est de 65 pour cent (plus encore en ce qui concerne le Maroc et la Tunisie). Selon une étude, une intégration poussée entre pays du Maghreb, associée à un régionalisme ouvert, pourrait entraîner une augmentation du produit intérieur brut de 50 pour cent en dix ans. Les participants ont suggéré qu'un des principaux objectifs de l'Aide pour le commerce devrait être de contribuer à dynamiser l'intégration régionale. Par exemple, la construction d'un réseau routier entre Benghazi et Nouakchott serait essentielle pour le commerce et l'intégration intrarégionaux.

La principale recommandation formulée par les participants à la séance était la nécessité de renforcer les initiatives prises actuellement en faveur de l'intégration, non seulement entre les pays de l'UMA mais aussi entre les pays d'Afrique du Nord et les pays d'Afrique subsaharienne (programmes Sud-Sud). Après l'évaluation des besoins, il conviendrait d'identifier les projets prioritaires au niveau régional et d'établir des plans d'exécution détaillés (calendriers, institutions participantes et financement), reflétant les expériences et les meilleures pratiques régionales. Au premier rang des priorités, on peut citer la facilitation des échanges, l'optimisation des ressources énergétiques, l'amélioration des communications et de l'infrastructure des transports et la réduction des coûts de production. L'UMA jouant un rôle clé dans l'avancement de l'intégration régionale, la coordination des projets transfrontières et le suivi des progrès, il conviendrait de renforcer ses capacités humaines et institutionnelles afin qu'elle soit un partenaire crédible pour d'autres organismes d'exécution.

3. THÈMES TRANSVERSAUX

Un certain nombre de thèmes transversaux sont ressortis des discussions qui ont eu lieu au cours des séances en petits groupes et en plénière:

Leadership au niveau des pays et intégration: Un leadership solide aux niveaux national et régional est nécessaire pour faire du commerce et de la compétitivité une priorité et pour intégrer les questions commerciales dans les stratégies nationales de développement. C'est le gouvernement dans son ensemble et non juste le Ministère du commerce qui doit avoir pour objectif de renforcer la contribution des échanges à la croissance – et de veiller à ce que les avantages qui en découlent soient répartis de manière équitable. Des réformes commerciales transversales ambitieuses ne pourront porter leurs fruits que si elles ont l'appui du gouvernement à l'échelon le plus élevé et d'une grande partie de la population.

Priorité aux projets et à l'intégration à l'échelle régionale: Les programmes et projets régionaux – et le renforcement des mécanismes régionaux – devraient figurer parmi les objectifs centraux de l'Aide pour le commerce et contribuer à déterminer les priorités en matière de financement. L'infrastructure transfrontières, les douanes, les communications et la réforme des réglementations peuvent jouer un rôle central pour ce qui est de contribuer à consolider les marchés régionaux, intégrer les pays sans littoral, réaliser des économies d'échelle et stimuler la compétitivité. Pour parvenir à un résultat il faut progresser parallèlement dans ces deux directions: l'intégration régionale et le renforcement des capacités au niveau régional.

Identifier les priorités clés: La nécessité de se concentrer sur les priorités clés est un thème récurrent. Avoir 100 priorités revient à n'en avoir aucune. Il est important pour les pays et les sous régions d'identifier les principaux obstacles aux échanges, qu'ils se placent au niveau des structures ou des politiques, et de se concentrer sur les interventions qui permettraient d'obtenir le meilleur retour sur investissement.

Réduire le coût des échanges: La nécessité de connecter les économies africaines entre elles et avec le reste du monde – grâce à une amélioration des ports, du réseau routier, des voies navigables et autres infrastructures – a été soulignée à de nombreuses reprises. Il faut aussi contribuer à accélérer et à faciliter le mouvement des marchandises d'un pays à l'autre grâce à des procédures douanières modernisées et simplifiées. Il est important d'aborder la question de la logistique commerciale d'une manière planifiée et intégrée, en cherchant des solutions multisectorielles et multimodales si l'on veut réduire de manière sensible le coût élevé des échanges en Afrique.

Mobiliser le secteur privé: Le succès des stratégies de développement fondées sur l'exportation dépend fondamentalement de la capacité et de la compétitivité des acteurs du secteur privé – exportateurs, fournisseurs et prestataires de services. De nombreux pays africains s'attachent actuellement à créer un environnement plus favorable aux entreprises et ces réformes doivent être poursuivies et accélérées. Il a été souligné à de nombreuses reprises qu'il importe de renforcer la capacité du secteur privé, d'encourager la diversification des exportations et de progresser dans la chaîne de valeur – en s'efforçant d'améliorer les chaînes d'approvisionnement, le financement et le partage d'informations. L'existence de fournisseurs de services privés, efficaces et compétitifs, dans des domaines tels que le financement des échanges et l'assurance contre les risques, les télécommunications, le transport routier, le transport aérien et l'entreposage est essentielle.

Tirer parti des partenariats entre le secteur public et le secteur privé: L'aide au développement et le financement multilatéral à eux seuls ne suffisent pas à répondre aux besoins de l'Afrique en matière d'infrastructures car ceux-ci exigent des investissements énormes et durables, tant nationaux qu'étrangers. L'investissement privé dans l'infrastructure africaine – en particulier dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications – a augmenté régulièrement, passant de 4 milliards de dollars en 2004 à 6 milliards de dollars en 2006. Il est important d'accroître la portée des partenariats public privé, notamment grâce à l'Aide pour le commerce qui est un catalyseur stimulant et démultipliant l'investissement privé.

Mobiliser les banques régionales de développement: Il a été reconnu que les banques régionales de développement peuvent combler les déficits de financement – et constituer un point focal pour le renforcement des capacités et la réalisation de projets d'infrastructures au niveau régional. Afin de jouer ce rôle de catalyseur, les banques régionales de développement doivent renforcer leurs actifs grâce à une aide des pays, des donateurs et des marchés de capitaux privés. Elles doivent elles mêmes renforcer sensiblement leurs compétences et leurs capacités dans le domaine commercial.

Améliorer et accroître le financement: Il est clair qu'une augmentation de l'aide financière – conformément aux engagements de Gleneagles et de Hong Kong – constitue une priorité centrale, de même que la mise en place de mécanismes de fourniture qui soient transparents, efficaces et prévisibles et dont il puisse être rendu compte. Un strict respect de la Déclaration de Paris a été jugé indispensable. La coopération Sud Sud prend de plus en plus d'importance, non seulement parce que les ressources financières du monde en développement vont en augmentant, mais aussi du fait de la communauté des expériences et des difficultés.

Cohérence et coopération: Un thème récurrent a été la nécessité de renforcer la coopération, la coordination et la cohérence entre tous les acteurs intervenant dans l'Aide pour le commerce. Il ne s'agit pas de créer un nouveau mécanisme mais de parvenir à ce que tous les mécanismes existants œuvrent plus efficacement ensemble.

4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

À partir de ces thèmes, les recommandations ci après sont soumises par la CEA, la BAfD et l'OMC au premier examen global de l'Aide pour le commerce qui aura lieu les 20 et 21 novembre. Ces recommandations devraient être considérées comme une feuille de route pour la mise au point de stratégies concrètes dans le cadre de l'Aide pour le commerce en Afrique:

- Connaître et comprendre l'Aide pour le commerce. La CEA et la BAfD, en collaboration avec l'OMC, devraient continuer à jouer un rôle dynamique pour faire mieux connaître l'initiative Aide pour le commerce en Afrique et contribuer à son avancement.
- Identifier les priorités commerciales. Les besoins commerciaux de l'Afrique sont bien connus. Il est important de passer à l'étape suivante en encourageant les pays et les sous régions à répertorier les obstacles structurels ou les problèmes incontournables en matière de commerce qui demandent une attention prioritaire au niveau national et en particulier au niveau régional, en partant des études et évaluations existantes.
- Plans d'action de l'Aide pour le commerce. Encourager les pays et les sous régions à élaborer des plans d'action qui intègrent les priorités nationales – afin de tenir compte des priorités clés définies au cours de la première étape, et notamment identifier les acteurs et activités concernés ainsi que les besoins en matière de financement et un calendrier de mise en œuvre. Au niveau sous-régional, dans toute la mesure du possible, ces plans devraient être basés sur les projets et programmes proposés et développés par les communautés économiques régionales.
- Réseau africain de l'Aide pour le commerce. Créer un "réseau africain de l'Aide pour le commerce", sous l'égide de la CEA et de la BAfD, regroupant les pays, donateurs, organisations régionales et multilatérales et représentants du secteur privé – pour aider les pays et les sous régions à répertorier les priorités – à mettre au point des plans d'action – à mobiliser les ressources et à suivre et évaluer les progrès.
- Rapport de situation à l'automne 2008. Charger la CEA et la BAfD de rendre compte régulièrement des progrès réalisés. Organiser une conférence régionale à l'automne 2008 pour faire le point de la situation.

